

Idées reçues sur l'Inde contemporaine

Pascale Haag
Blandine Ripert

Issues de la tradition ou de l'air du temps, mêlant souvent vrai et faux, les idées reçues sont dans toutes les têtes. Les auteurs les prennent pour point de départ et apportent ici un éclairage distancié et approfondi sur ce que l'on sait ou croit savoir.

Le Cavalier Bleu
ÉDITIONS 

sommaire

Introduction13

Inde éternelle, entre mythe et réalité

- « L'Inde est le pays des maharajahs,
des fakirs et des vaches sacrées. »17
- « Le *Kāmasūtra* est un “bréviaire” érotique. »25
- « Les Indiens sont fatalistes. »35
- « Le sanskrit est la mère de toutes les langues. »41

Sagesse orientale : spiritualité ou matérialisme ?

- « Les Indiens sont hindous et polythéistes. »53
- « Le yoga est une pratique hindoue multimillénaire. » ...61
- « Les sectes et les gourous indiens sont dangereux. »67
- « Gandhi est le père de la non-violence. »73

Misères et grandeurs de la société indienne :

du paria à l'informaticien

- « L'Inde est un pays sous-développé. »83
- « L'Inde est surpeuplée. »91
- « Calcutta est un immense bidonville. »99
- « Les femmes indiennes sont soumises. »109
- « Les Indiens sont les meilleurs informaticiens
du monde. »117

Les défis de l'Inde contemporaine

« Le système des castes paralyse la société indienne. » . . .	.127
« L'Inde est la plus grande démocratie du monde. »	.139
« L'Inde est une terre de tolérance. »	.147
« L'Inde sera le géant du XXI ^e siècle. »	.155
« Le tourisme en Inde se limite au Taj Mahal et à Goa. »	.163

Conclusion	.173
-----------------------------	-------------

Annexe

Pour aller plus loin	.177
--------------------------------	------

« L'Inde est la plus grande démocratie du monde. »

Sur le coup de minuit, tandis que le monde sommeille, l'Inde s'éveillera à la vie et à la liberté. Le moment vient, comme rarement dans l'Histoire, où nous passons de l'ancien à la nouveauté, où une époque s'achève et où l'âme de la nation, longtemps opprimée, trouve son expression.

Jawaharlal Nehru, *Indian Constituent Assembly*,
New Delhi, 14 août 1947



Nehru et Gandhi à Bombay en 1946

L'Inde revendique le titre de « plus grande démocratie du monde » et les arguments en faveur de cette affirmation sont suffisamment nombreux pour qu'elle soit rarement contredite. Forte de 814 millions d'électeurs au scrutin national de 2014, avec un taux de participation de 66,38 %, l'Inde a effectivement organisé des élections libres au suffrage universel à intervalles réguliers depuis son indépendance. Le système de partis politiques s'est petit à petit étoffé, notamment depuis que le parti du Congrès, porté au pouvoir pendant plus de quarante ans (de 1947 à 1977, puis de 1980 à 1989 et de 1991 à 1996, et revenu au pouvoir de 2004 à 2014), est de plus en plus concurrencé sur ses ailes gauche et droite, provoquant des alternances politiques devenues courantes. Aux grands partis nationaux sont venus s'ajouter une multitude de partis régionaux, avec lesquels doivent désormais composer les plus grands, offrant un éventail de la scène politique aussi étendu qu'en Occident. Un certain nombre de contre-pouvoirs existent, notamment grâce aux différents

États de la fédération, qui constituent un échelon intermédiaire dont le pouvoir central doit tenir compte. Leurs assemblées sont élues au suffrage universel et l'alternance y est courante depuis 1967. Afin de contourner le problème de l'analphabétisme, les partis ont recours à des symboles picturaux, tels la charrue, le soleil, le lotus, etc., repris sur les bulletins de vote pour être identifiés pendant les campagnes. On observe également une assez bonne indépendance de la justice, notamment dans les tribunaux des différents États et grâce à une Cour suprême inspirée du modèle américain. La liberté d'expression est érigée en droit imprescriptible par la Constitution. Ainsi la presse, très active avant même l'indépendance, compte aujourd'hui plus de trois mille quotidiens, qui font preuve d'indépendance vis-à-vis du pouvoir en place, en anglais aussi bien que dans les langues vernaculaires.

L'Inde constitue ainsi, du point de vue politique, une véritable « anomalie » : depuis 1947 les pronostics les plus alarmistes soutenaient que la démocratie n'y serait pas viable à cause de son sous-développement économique. Le sens commun, mais également nombre de théoriciens de la démocratie (tels S. M. Lipset, R. Dahl, C. Lindblom, M. Millikan, etc.) postulent en effet que la démocratie ne peut perdurer dans un pays où le niveau de vie et le taux d'alphabétisation sont si faibles. Et de fait, elle apparaît comme une exception majeure parmi les pays issus de la décolonisation.

Diverses explications ont été avancées pour expliquer cette énigme d'une Inde démocratique. Le politologue Christophe Jaffrelot y a consacré un ouvrage, *La Démocratie en Inde* (1998). Parmi ses arguments figurent les réformes

politiques instaurées par les Britanniques entre la fin du XIX^e siècle et le début du XX^e siècle, qui auraient constitué une phase d'apprentissage des procédures démocratiques, du vote au débat contradictoire. Le mouvement d'indépendance a également joué un rôle important, en particulier grâce au parti du Congrès, autour duquel s'est structuré l'espace public et qui a développé dans les campagnes une conscience politique, tout en fonctionnant lui-même sur des bases démocratiques, bien qu'élitistes. Par ailleurs, la démocratie n'est pas vécue comme une importation étrangère mais comme une création indienne ayant déjà existé dans un passé lointain. Jaffrelot avance aussi la diversité religieuse et la multiplicité des sectes de l'hindouisme comme facteur d'explication. En outre, la société indienne s'est organisée très tôt en associations et mouvements structurant la société civile. Mais les castes l'ont sans aucun doute structurée encore davantage, au point de se demander comment on peut parler de démocratie lorsqu'une telle hiérarchie sociale permet depuis des siècles à une minorité bien née de gouverner sans partage. Cependant, ainsi que le montre Jaffrelot dans *Inde : la démocratie par la caste* (2005), depuis les années 1990, les plus basses castes et les intouchables ont su se mobiliser pour accéder au pouvoir et faire valoir leurs droits, rétablissant en partie une démocratie sociale dont ils avaient été privés jusque-là.

Pourtant, on ne peut nier que de sérieuses menaces pèsent aussi sur la démocratie indienne, susceptibles de remettre en cause son avenir, ou ayant même parfois déjà empiété sur sa vitalité. Sous son premier mandat, Indira Gandhi, fille de Nehru, déclare l'état d'urgence en 1975 pour deux ans, afin

de se préserver d'accusation de corruption dans le financement de ses campagnes, suspendant ainsi le fonctionnement démocratique. Environ 100 000 personnes sont mises en prison durant cette période, principalement des opposants politiques. À partir de cette époque, la justice indienne voit son rôle décliner, en partie en raison des contradictions entre les droits fondamentaux de la constitution et les principes directeurs érigés peu à peu par le parti du Congrès – soit l'État protecteur des droits des individus contre l'État acteur du changement social. Cette érosion du pouvoir judiciaire aurait favorisé l'essor de la corruption.

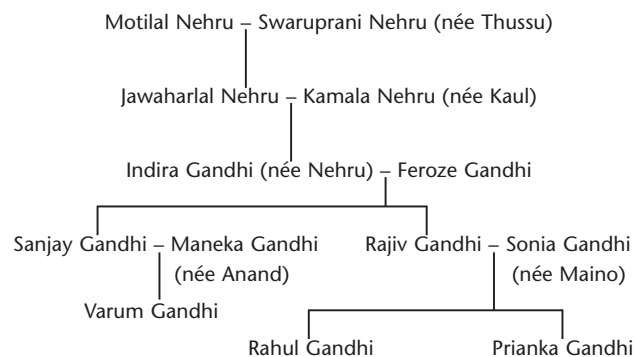
Plusieurs vagues de « révélations » sur la corruption – pots-de-vin, népotisme, trafic d'influence, abus de pouvoir, favoritisme – se succèdent en réalité à partir de la fin des années 1960, d'abord contre le parti du Congrès, puis le phénomène s'étend à quasiment tous les partis. Les communistes constitueraient une exception notable. Les commissions d'enquêtes sont nombreuses et contribuent à divers échecs politiques, mais elles mènent rarement à des condamnations. La corruption prend, à partir des années 1980, une dimension nouvelle avec des sommes d'argent plus importantes en provenance de l'étranger. Certaines études montrent par exemple qu'un très faible pourcentage (entre 15 et 25 %) des aides financières destinées aux pauvres leur parviennent effectivement. Le système de *license Raj*, qui contraignait les entreprises à solliciter les pouvoirs publics pour obtenir des autorisations administratives afin de pouvoir augmenter ou diversifier leurs productions, et qui prévalait jusqu'à la libéralisation de 1991, a largement contribué à la corruption. Mais cette dernière n'est pas le propre des hommes politiques ou des chefs d'entreprises,

elle s'est aussi diffusée parmi les citoyens ordinaires, soumettant toutes sortes de démarches administratives à la loi de l'argent, au point de remettre en cause la démocratie. Par ailleurs, le jeu politique s'est fortement criminalisé, les politiques entretenant des relations d'échanges de service avec la mafia, bien décrites par Naipaul dans *L'Inde, un million de révoltes* (1992). Cela se traduit par la protection de divers trafics (drogue, alcool frelaté, proxénétisme, armes, etc.) en rétribution de « basses œuvres », principalement pour organiser la fraude électorale. Cette criminalisation du politique peut également conduire à une gestion des plus contestables de la violence intercommunautaire – souvent dirigée contre les musulmans – un déclin de l'État de droit, comme ce fut le cas lors des émeutes du Gujarat en 2002. Les musulmans furent la cible de très violentes attaques, organisées, semble-t-il, avec l'appui de certains membres du gouvernement de cet État, dont le ministre en chef Narendra Modi, malgré tout réélu à la tête de l'État en mars 2008. Un nombre croissant de malfrats investissent également la scène politique, parvenant à se faire élire dans des proportions alarmantes au niveau régional, notamment dans les États de l'Uttar Pradesh (où par exemple, un tiers des membres de l'assemblée étaient, en 1993, en indécence avec la justice ou entretenaient des relations avec la mafia), ainsi que du Bihar et du Maharashtra. Malgré l'engagement du pouvoir judiciaire pour limiter ces pratiques, et malgré les déclarations de bonnes intentions de ses plus hauts dirigeants, l'État de droit souffre aujourd'hui d'un changement d'échelle de la corruption et de la criminalisation du politique, qui contribue à alimenter un fort courant d'antiparlementarisme parmi la classe moyenne urbaine.

Enfin, l'activisme des extrémistes nationalistes hindous présente une menace supplémentaire. Bien que la plupart des nationalistes aient joué le jeu parlementaire, au motif qu'ils considèrent la démocratie comme un système indigène, ils restent hostiles à la forme sécularisée qu'elle a prise en Inde, dans laquelle l'État n'est pas séparé des religions, mais se tient à égale distance de chacune d'elles, reconnaissant ainsi la diversité des communautés.

Mais il reste que, d'après une étude menée par le *Center for the Study of Developing Societies* en 1996, les couches les plus pauvres et rurales seraient les plus attachées à la démocratie. La loi du nombre devrait donc leur permettre de continuer à acquérir une influence politique à leur mesure et d'assurer, malgré tout, le maintien de la démocratie.

Une dynastie politique : les Nehru et les Gandhi



Les noms de **Nehru** et de **Gandhi** sont, depuis environ un siècle, étroitement associés à la politique indienne. Le fondateur de la « dynastie » Nehru-Gandhi, **Motilal Nehru** (1861-1936), était un brahmane d'origine cachemirienne, nommé président du *All-India Congress* dès 1928.

Son fils unique, **Jawaharlal Nehru**, joua, avec le Mahatma Gandhi, un rôle important durant la lutte pour l'indépendance et fut le premier Premier ministre de l'Inde après le départ des Britanniques, poste qu'il occupa durant 17 ans. Il eut un seul enfant : **Indira Gandhi**, qui devint présidente du parti du Congrès en 1959. Elle occupa le poste de Premier ministre entre 1967 et 1977, puis de 1980 à son assassinat en 1984 par ses gardes du corps sikhs, suite à sa violente répression du mouvement indépendantiste sikh. Indira n'avait aucun lien de parenté avec le Mahatma **Gandhi**, et tenait son nom de son mari, **Feroze Gandhi**. Ils eurent deux fils – **Sanjay** et **Rajiv Gandhi** – qui entrèrent à leur tour en politique, ainsi que leurs épouses respectives. Le premier se rendit extrêmement impopulaire durant l'état d'urgence (1975-1977) et mourut dans un accident d'avion (qu'il pilotait lui-même) en 1980. Son épouse et son fils sont devenus membres du parti nationaliste hindou (BJP). Rajiv épousa l'italienne Sonia Maino. Il devint Premier ministre après l'assassinat de sa mère en 1984, puis gouverna jusqu'en 1989, donnant sa démission après son échec aux élections législatives. Deux ans plus tard, alors qu'il semblait sur le point de gagner les élections, il fut assassiné à son tour, par des indépendantistes tamouls de Sri Lanka. Sa veuve, Sonia Gandhi, aurait pu accéder au poste de Premier ministre suite à la victoire du parti du Congrès lors des élections de 2004, mais elle fut victime d'une cabale en raison de ses origines étrangères. Ses deux enfants, **Rahul** et **Prianka Gandhi**, ont embrassé la tradition familiale et sont aujourd'hui politiquement engagés aux côtés de leur mère. Rahul était le principal candidat du parti du Congrès au poste de Premier ministre pour les élections du printemps 2014, mais c'est le parti nationaliste hindou (BJP) qui est arrivé largement en tête.